

Cette instruction a été modifiée par les instructions suivantes :	
n° .....	du .....
n° .....	du .....
n° .....	du .....
n° .....	du .....
Cette instruction a été abrogée par l'instruction	
n° .....	du .....

**REGIME D'ASSURANCE CHOMAGE  
DU PERSONNEL ENSEIGNANT  
AGREE DES ETABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT PRIVES  
COMPORTANT DES CLASSES SOUS CONTRAT SIMPLE**

Le problème s'est posé de l'application de l'ordonnance n° 67-580 du 13 juillet 1967, relative aux garanties de ressources des travailleurs privés d'emploi, aux maîtres des établissements d'enseignement privés sous contrat simple.

En effet, les dispositions de l'article 3 du décret n° 70-796 du 9 septembre 1970 précisent que les crédits du fonds scolaire sont affectés, à concurrence des sommes auxquelles ouvrent droit les effectifs d'élèves des classes sous contrat simple, à la couverture des charges sociales et fiscales incombant à l'employeur et afférentes aux rémunérations perçues par les maîtres agréés. En cas d'insuffisance de cette dotation, le complément de charges est payé par l'Etat pour le compte de l'établissement.

Ces charges, énumérées à l'article 1<sup>er</sup> du décret n° 61-545 du 31 mai 1961, ont cependant un caractère limitatif qui exclut les cotisations patronales dues au titre de l'assurance chômage.

En outre, aux termes de ce même texte, les charges sociales incombant à l'employeur et afférentes aux rémunérations perçues par les maîtres ne sont supportées par l'Etat que dans la limite du montant des charges qu'il supporterait si ces maîtres étaient ses propres agents. Or, il résulte de l'article 21 de l'ordonnance du 13 juillet 1967 que l'Etat est dispensé d'affilier ses agents au régime de la convention du 31 décembre 1958.

DESTINATAIRES POUR APPLICATION

DIFFUSION
G
2

RGP	PGT	TPG	DOM
-----	-----	-----	-----

Il résulte de ces deux séries de dispositions, que les établissements d'enseignement privés sous contrat simple doivent supporter intégralement les cotisations patronales dues au titre de l'assurance chômage.

Toutefois, les rémunérations des maîtres laïcs étant prises en charge par l'Etat, il a paru préférable de confier aux services liquidateurs le soin d'effectuer les précomptes correspondant aux cotisations *salariales* dues aux A. S. S. E. D. I. C. et de leur en assurer le versement.

Ces précomptes seront donc effectués, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1972, pour les maîtres laïcs agréés employés dans les établissements d'enseignement privés, et feront l'objet d'un rappel au titre de l'année 1971 pour le personnel en fonctions au 1<sup>er</sup> janvier 1972.

Je précise que ces contributions sont calculées sur l'ensemble des rémunérations donnant lieu au versement de la taxe sur les salaires (article 231 du Code général des impôts et article 51 de son annexe III).

J'ajoute que le taux de la part salariale est actuellement fixé à 0,08 %.

Pour le Directeur de la Comptabilité Publique :

*Le Sous-Directeur,*  
**GÉRARD PICARD.**